

# COUR SUPÉRIEURE

(Chambre des actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-001219-233

DATE : Le 31 juillet 2024

---

**SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE LUKASZ GRANOSIK, j.c.s.**

---

**ALEXANDER MARTIN-BALE**

Demandeur

c.

**DELL CANADA INC.**

Défenderesse

---

## JUGEMENT

(avis aux membres)

---

- JG2551
- [1] **VU** le jugement du 26 mars 2024, autorisant l'exercice d'une action collective dans le présent dossier;<sup>1</sup>
  - [2] **VU** que les parties ont soumis des projets d'avis aux membres du Groupe, lesquels sont reproduits en annexe du présent jugement, en français et en anglais;
  - [3] **VU** que les avis abrégés et longs respectent les exigences de l'article 579 C.p.c. et qu'ils sont rédigés en termes clairs et concis;
  - [4] **VU** que les parties proposent que la méthode de diffusion des avis abrégés (contenant un lien vers l'avis long sur le site web des avocats du demandeur) au Groupe notifié se fasse par courriel par un tiers mandaté par les Parties (le « **Tiers**

---

<sup>1</sup> *Martin-Bale c. Dell Canada inc.*, 2024 QCCS 1008.

**mandaté ») à l'adresse électronique utilisée par chaque Membre pour passer une commande pour une console Nintendo Switch pour 79,99 \$ sur le site Internet de Dell Canada inc. (« **Dell Canada** ») le 25 janvier 2023, avec l'objet « Avis d'une action collective contre Dell Canada - Notice of a Class Action against Dell (C.S.M. no. 500-06-001219-233) », ainsi que la publication de l'avis long sur le Registre des actions collectives et sur le site Web des avocats du demandeur, LPC Avocats ([WWW.LPCLEX.COM/DELL](http://WWW.LPCLEX.COM/DELL));**

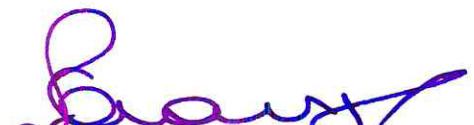
- [5] **VU** que chaque membre du Groupe devait disposer d'une adresse électronique valide afin de pouvoir effectuer des transactions sur le site Internet de Dell Canada;
- [6] **VU** que les parties proposent que les courriels soient notifiés par le Tiers mandaté au plus tard le **15 août 2024**;
- [7] **VU** que les commandes visées ont eu lieu en janvier 2023, et qu'il est donc vraisemblable que les adresses courriel des membres du Groupe soient toujours en fonction;
- [8] **VU** que le Tribunal est en accord avec les versions française et anglaise des avis abrégés et longs, ainsi que la méthode de publication et de diffusion suggérée par les parties;
- [9] **VU** que les parties proposent que le Tribunal fixe au **15 octobre 2024** (45 jours à partir du dernier jour du mois durant lequel les membres seront avisés) le délai pour s'exclure de la présente action collective et que ce délai rencontre les exigences de l'article 576 du *Code de procédure civile*;
- [10] **CONSIDÉRANT** que le Tribunal accepte la position commune des parties selon laquelle la transmission de l'avis par courrier électronique par le Tiers mandaté aura lieu au plus tard le **15 août 2024** et que le délai d'exclusion sera par conséquent le **15 octobre 2024**;

<b>PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :</b>	<b>FOR THESE REASONS, THE COURT:</b>
<p><b>[11] APPROUVE</b> le contenu des avis longs et abrégés aux membres du Groupe tels qu'annexés au présent jugement, en anglais et en français;</p>	<p><b>APPROVES</b> the content of the long-form and short-form notices to Class members as annexed to the present judgment, in English and in French;</p>
<p><b>[12] ORDONNE</b> la publication et la diffusion de l'avis d'action collective abrégé (contenant un lien vers l'avis d'action collective détaillé sur la page web de LPC Avocats) annexé au présent jugement, par courriel par un tiers mandaté par les Parties</p>	<p><b>ORDERS</b> the publication and dissemination of the short-form notice to class members (containing a hyperlink to the long-form notice to class members on the website of LPC Avocats) annexed to the present judgment, via email by a third party</p>

<p>(le Tiers mandaté) à chaque personne dans le Groupe notifié, à l'adresse électronique qu'elle a utilisée le 25 janvier 2023 pour passer une commande pour une console Nintendo Switch pour 79,99 \$ sur le site Internet de Dell Canada, ayant pour objet « Avis d'une action collective contre Dell Canada - Notice of a Class Action against Dell Canada (C.S.M. no. 500-06-001219-233) » au plus tard le <b>15 août 2024</b>, ainsi que la publication continue dudit avis long sur le <i>Registre des actions collectives</i> et sur le site internet des avocats du Groupe, LPC Avocats, à compter de cette même date;</p>	<p>mandated by the Parties (the Mandated Third Party) to each person in the Notified Group, at the e-mail address they used on January 25, 2023 to place an order on Dell Canada's website for a Nintendo Switch console at \$79.99, with the subject line "Avis d'une action collective contre Dell Canada - Notice of a Class Action against Dell Canada (C.S.M. no. 500-06-001219-233)" by <b>August 15, 2024</b> at the latest, as well as the continuous publication of said long-form notice on the <i>Class Action Registry</i> website and on the website of the Representative Plaintiff's attorneys, LPC Avocats, as of the same date;</p>
<p><b>[13] ORDONNE</b> que la défenderesse divulgue au Tiers mandaté la liste des membres du Groupe notifié que la défenderesse détient, ainsi que l'adresse que chaque membre a utilisée le 25 janvier 2023 pour passer une commande pour une console Nintendo Switch pour 79,99 \$ sur le site Internet de Dell Canada, afin de faciliter la distribution des avis approuvés par le Tribunal au Groupe notifié les informant du jugement d'autorisation;</p>	<p><b>ORDERS</b> that the Defendant disclose to the Mandated Third Party the list of Class members that the Defendant holds, as well as the e-mail address each member used on January 25, 2023 to place an order on Dell Canada's website for a Nintendo Switch console at \$ 79.99, in order to facilitate the distribution of Court-approved notices to Class Members advising them of the authorization judgment;</p>
<p><b>[14] ORDONNE</b> au Tiers mandaté de maintenir la confidentialité des informations fournies conformément au présent jugement et ne pas les partager avec toute autre personne, sauf si cela est strictement nécessaire pour exécuter le plan de notification et/ou faciliter le processus de distribution conformément au présent jugement;</p>	<p><b>ORDERS</b> that the Mandated Third Party shall maintain confidentiality over and shall not share the information provided pursuant to this judgment with any other person, unless doing so is strictly necessary for executing the notice plan and/or facilitating the distribution process in accordance with this judgment;</p>
<p><b>[15] ORDONNE</b> que le Tiers mandaté utilise les informations qui lui seront fournies en vertu du présent jugement dans le seul but d'exécuter le plan de notification et de faciliter le processus de distribution</p>	<p><b>ORDERS</b> that the Mandated Third Party shall use the information provided to it pursuant to this judgment for the sole purpose of executing the notice plan and facilitating the distribution process in</p>

conformément au présent jugement et à aucune autre fin;	accordance with this judgment, and for no other purpose;
[16] ORDONNE ET DÉCLARE que le présent jugement constitue un jugement contraignant la production des informations par la défenderesse au sens des lois applicables en matière de vie privée, et que ce jugement satisfait aux exigences de toutes les lois applicables en matière de la protection de la vie privée;	ORDERS AND DECLARES that this judgment constitutes a judgment compelling the production of the information from the Defendant within the meaning of applicable privacy laws, and that this judgment satisfies the requirements of all applicable privacy laws;
[17] DÉGAGE la défenderesse de toute obligation en vertu des lois et règlements applicables en matière de protection de la vie privée en ce qui concerne la communication de toute information personnelle et/ou privée au Tiers mandaté;	RELEASES the Defendant from any and all obligations pursuant to applicable privacy laws and regulations in relation to the communication of any personal and/or private information to the Third Party;
[18] DÉCLARE que toute personne qui souhaite entreprendre une action ou une procédure contre le Tiers mandaté ou l'un de ses employés, agents, partenaires, associés, représentants, successeurs ou ayants droit, en lien avec la mise en exécution du présent jugement, ne peut le faire qu'avec l'autorisation de cette Cour;	DECLARES that any person who wishes to institute an action against the Mandated Third Party or one of its employees, agents, partners, associates, representatives, successors or beneficiaries concerning the execution of the present judgment, cannot do so unless they have the authorization of this Court;
[19] ORDONNE à la défenderesse de fournir au Tribunal dans les 30 jours, suivant l'envoi de l'avis abrégé par courriel, un rapport confirmant la dernière date à laquelle les avis ont été envoyés et le nombre total de personnes à qui les avis ont été envoyés par courriel, incluant le nombre de courriels envoyés pour lesquels le Tiers mandaté a reçu un avis que le courriel n'a pas été livré;	ORDERS the Defendant to provide the Court, within 30 days following the dissemination of the short-form notice by email, with a report confirming the last date on which the notices were sent and the total number of persons to whom the notices were emailed, including the number of emails in relation to which the Mandated Third Party received a notice of non delivery;
[20] FIXE la date limite d'exclusion le <b>15 octobre 2024</b> , date à laquelle les membres du groupe qui n'ont pas exercé leur droit d'exclusion seront réputés avoir choisi de participer à la présente action collective et	SETS the opt-out deadline on <b>October 15, 2024</b> , on which date the members of the Class who have not exercised their right to opt out will be deemed to have elected to participate in the present action and will be

seront liés par tout jugement qui sera rendu dans la présente action collective;	bound by any judgment to be rendered in the present class action;
<b>[21] ORDONNE</b> que tout membre du groupe qui s'exclut valablement de la présente action collective soit exclu de cette action collective et ne participe plus ou n'ait plus l'occasion de participer à cette action collective dans le futur;	<b>ORDERS</b> that any member of the class who validly opts out of the present class action will be excluded from this class action and shall no longer participate or have the opportunity to participate in this class action in the future;
<b>[22] LE TOUT</b> , sans frais de justice.	<b>THE WHOLE</b> , without legal costs.



LUKASZ GRANOSIK, j.c.s.

Me Joey Zukran  
Me Léa Bruyère  
LPC AVOCAT INC.  
Avocats du demandeur

Me Matthew Angelus  
Me Karl Boulanger  
Me Christopher Richter  
SOCIÉTÉ D'AVOCATS TORYS S.E.N.C.R.L.  
Avocats de la défenderesse

Date d'audience : Sur dossier

**[Avis abrégé bilingue envoyé par courriel] – ANNEXE 1**

**Objet** : Avis d'une action collective contre Dell Canada - Notice of a Class Action against Dell Canada (C.S.M. no. 500-06-001219-233)

English version below

**AVIS AUX MEMBRES :****ACTION COLLECTIVE AUTORISÉE CONTRE DELL CANADA INC.**

**AVIS** à tous les consommateurs avec une adresse de facturation au Québec qui ont passé une commande le 25 janvier 2023 pour une console Nintendo Switch pour 79,99 \$ sur le site Internet de Dell Canada inc. (« **Dell Canada** »), le 25 janvier 2023 et dont la commande a été annulée par Dell Canada par la suite.

Le 26 mars 2024, la Cour supérieure du Québec a autorisé une action collective contre Dell Canada dans le dossier numéro 500-06-001219-233. Une copie de ce jugement est disponible [ici](#).

Le demandeur allègue qu'en annulant les commandes des consommateurs, Dell Canada aurait enfreint la *Loi sur la protection du consommateur*. La Cour sera appelée à se prononcer sur les questions suivantes :

- a) En annulant les commandes des consommateurs, Dell Canada a-t-elle enfreint la *Loi sur la protection du consommateur*?
- b) Dans l'affirmative, les membres du groupe ont-ils droit à une indemnisation et à quel montant?
- c) Les membres du groupe ont-ils droit à des dommages-intérêts punitifs et, dans l'affirmative, à quel montant?

La Cour ne s'est pas encore prononcée sur le fond de l'action collective ni sur l'octroi d'une compensation en faveur des membres du groupe. Dell Canada conteste les allégations.

**Si vous désirez demeurer membres de cette action collective, vous n'avez rien à faire.** Par contre, si vous désirez vous **exclure** de l'action, vous devez aviser le greffe de la Cour supérieure du Québec du district de Montréal par courrier recommandé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B6, au plus tard le **15 octobre 2024**.

Pour plus d'informations sur cette action collective, vous pouvez contacter les avocats du groupe indiqué ci-dessous ou consulter l'avis aux membres détaillé, disponible en cliquant ici. Votre nom et les informations que vous fournissez aux avocats du groupe resteront confidentiels :

**LPC Avocats**

Me Joey Zukran  
276, rue Saint-Jacques, bureau 801  
Montréal, Québec, H2Y 1N3  
Téléphone : (514) 379-1572  
Courriel : [jzukran@lpclx.com](mailto:jzukran@lpclx.com)

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES A ÉTÉ APPROUVÉE ET  
ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

-----

**NOTICE TO MEMBERS:  
CLASS ACTION AGAINST DELL CANADA INC.**

**NOTICE** to consumers with a billing address in Quebec who, on January 25, 2023, placed on order using the website of Dell Canada Inc. ("Dell Canada") for a Nintendo Switch console for \$79.99, and whose order was thereafter cancelled by Dell Canada.

On March 26, 2024, the Superior Court of Quebec authorized a class action against Dell Canada in Court file no. 500-06-001219-233. A copy of the judgment is accessible by [clicking here](#).

The Representative Plaintiff alleges that in cancelling the orders of consumers, Dell Canada violated the *Consumer Protection Act*. The Court will be called upon to decide on the following questions:

- a) By cancelling consumers' orders, did Dell Canada violate the *Consumer Protection Act*?
- b) If so, are Class members entitled to compensation and in what amount?
- c) Are the Class members entitled to punitive damages and, if so, in what amount?

The Court has not yet ruled on the merits of the class action, nor on any compensation that may be awarded to class members. Dell Canada denies the allegations.

**If you wish to remain a class member, you have nothing to do.** If you wish to **exclude** yourself from the class action, you have until **October 15, 2024** to advise the registry of the Superior Court of Quebec, District of Montreal, at 1 Notre Dame Street East, Montreal, Quebec, H2Y 1B6, by registered mail.

For further information about this class action, you may contact class counsel listed below or consult the long-form notice, available [here](#). Your name and any information you provide to class counsel will be kept confidential:

**LPC Avocats**  
Mtre. Joey Zukran  
276 Saint-Jacques Street, Suite 801  
Montréal, Québec, H2Y 1N3  
Phone: (514) 379-1572  
Email: [jzukran@lpplex.com](mailto:jzukran@lpplex.com)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS HAS BEEN APPROVED AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.**

**[AVIS DÉTAILLÉ] – ANNEXE 2**

**Cour supérieure du Québec dossier n° : 500-06-001219-233**  
***Martin-Bale c. Dell Canada inc.***

**AVIS D'AUTORISATION D'UNE ACTION COLLECTIVE**

CET AVIS VOUS CONCERNE SI, LE 25 JANVIER 2023, VOUS AVEZ PASSÉ UNE COMMANDE POUR UNE CONSOLE NINTENDO SWITCH AU PRIX DE 79,99 \$ SUR LE SITE WEB DE DELL CANADA ALORS QUE VOUS AVIEZ UNE ADRESSE DE FACTURATION AU QUÉBEC ET QUE VOTRE COMMANDE A ÉTÉ ANNULÉE PAR DELL CANADA PAR LA SUITE.

1. **PRENEZ AVIS** que le 26 mars 2024, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'une action collective contre Dell Canada inc. (« **Dell Canada** ») visant à obtenir une indemnisation pour le compte du Groupe suivant :

Tous les consommateurs avec une adresse de facturation au Québec qui ont passé une commande pour une console Nintendo Switch pour 79,99\$ sur le site Web de Dell Canada, le 25 janvier 2023, et dont l'achat a été unilatéralement annulé par Dell Canada par la suite.

2. Cette action collective se déroulera dans le district judiciaire de Montréal.
3. La Cour supérieure ne s'est pas encore prononcée sur le fond de l'action collective ni sur l'octroi d'une indemnisation en faveur des membres du groupe. Dell Canada conteste les allégations contenues dans l'action collective.
4. Les principales questions de fait et de droit à déterminer collectivement par la Cour sont les suivantes :
  - a) En annulant les commandes des consommateurs, Dell Canada a-t-elle enfreint la *Loi sur la protection du consommateur*?
  - b) Dans l'affirmative, les membres du groupe ont-ils droit à une indemnisation et à quel montant?
5. Les conclusions recherchées par rapport à ces questions sont les suivantes :

**ACCUEILLIR** l'action collective du demandeur et des membres du groupe contre la défenderesse;

**CONDAMNER** la défenderesse à payer aux membres du groupe un montant à déterminer à titre de dommages-intérêts compensatoires;

**CONDAMNER** la défenderesse à payer à chaque membre du groupe la somme de 500 \$ à titre de dommages-intérêts punitifs,

**ORDONNER** que les montants de dommages fassent l'objet d'un recouvrement collectif;

**CONDAMNER** la défenderesse à payer les intérêts et l'indemnité additionnelle à compter de la signification de la Demande d'autorisation;

**ORDONNER** à la défenderesse de déposer au greffe de cette Cour la totalité des sommes faisant partie du recouvrement collectif, avec intérêts et frais;

**ORDONNER** que les réclamations des membres individuels du groupe fassent l'objet d'une liquidation collective si la preuve le permet et, à défaut, d'une liquidation individuelle;

**LE TOUT** avec frais de justice, incluant les frais d'avis, les frais de gestion des réclamations et les frais d'experts, le cas échéant, y compris les frais d'experts nécessaires à l'établissement du montant des ordonnances de recouvrement collectif.

6. La Cour a attribué le statut de représentant à M. Alexander Martin-Bale pour agir au nom du Groupe.
7. L'adresse des avocats du groupe est la suivante :

**Me Joey Zukran**

**LPC Avocats**

276, rue Saint-Jacques, bureau 801

Montréal, Québec, H2Y 1N3

Tél : 514-379-1572

Fax: (514) 221-4441

[jzukran@lpclx.com](mailto:jzukran@lpclx.com)

8. **Si vous souhaitez être inclus dans l'action collective, vous n'avez rien à faire.** Si vous ne voulez pas participer à l'action collective, vous pouvez vous exclure du Groupe. Vous pouvez souhaiter vous retirer si, par exemple, vous préférez poursuivre votre propre action en justice à vos propres frais contre Dell Canada.
9. Tout membre qui n'a pas demandé à s'exclure de la manière décrite ci-dessous sera lié par le jugement qui sera rendu dans le cadre de l'action collective. Si

vous vous excluez, vous n'aurez droit à aucune compensation si un jugement ou un règlement favorable est rendu dans cette action collective.

10. La date après laquelle un membre du groupe ne peut plus se retirer sans autorisation spéciale du Tribunal est le **15 octobre 2024**.

11. Un membre du groupe qui souhaite s'exclure de l'action collective peut le faire avant l'expiration du délai d'exclusion en avisant par écrit le greffier de la Cour supérieure du Québec dans le district de Montréal:

**Cour supérieure du Québec**

1, rue Notre-Dame Est  
Montréal, Québec, H2Y 1B6

Vous devez mentionner que vous souhaitez vous exclure de l'action collective  
*Martin-Bale c. Dell Canada inc.* (dossier n° 500-06-001219-233)

12. Tout membre du groupe qui a intenté (avant l'expiration du délai d'exclusion) une action ayant le même objet que l'action collective est réputé s'être exclu du groupe s'il ne se désiste pas de cette action en justice avant l'expiration du délai d'exclusion.

13. Un membre du groupe peut demander à la Cour l'autorisation d'intervenir si cette intervention est considérée comme utile au groupe. Un membre qui intervient est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable au procès à la demande de la défenderesse. Un membre du groupe qui n'intervient pas ne peut être soumis à un interrogatoire préalable au procès, à moins que la Cour considère que cela serait utile pour sa détermination des questions de droit ou de fait à traiter collectivement.

14. Un membre du groupe autre que le demandeur ou un intervenant ne peut être tenu de payer les frais de justice découlant de l'action collective.

Le présent avis n'est qu'un résumé du jugement autorisant l'action collective, dont le texte complet peut être consulté [ici](#). Vous pouvez également contacter les avocats du groupe dont le nom figure ci-dessus. Votre nom et toute information fournie resteront confidentiels. Veuillez ne pas contacter les juges de la Cour supérieure.

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES A ÉTÉ APPROUVÉE ET  
ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

**[LONG FORM NOTICE]**

Superior Court of Quebec file #: 500-06-001219-233  
*Martin-Bale v. Dell Canada Inc.*

**NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION**

THIS NOTICE CONCERNS YOU IF, ON January 25, 2023, YOU PLACED AN ORDER FOR A Nintendo Switch console priced at \$79.99 ON DELL CANADA'S WEBSITE while you had a billing address in quebec AND YOUR ORDER WAS THEREAFTER CANCELLED BY DELL CANADA.

1. **TAKE NOTICE** that on March 26, 2024, the Superior Court of Quebec, authorized the bringing of a class action against Dell Canada Inc. ("Dell Canada") seeking compensation on behalf of the following Class:

All consumers with a billing address in Quebec who placed an order for a Nintendo Switch console for \$79.99 on Dell Canada's website on January 25, 2023, and whose purchase was thereafter unilaterally cancelled by Dell Canada.

2. This class action will proceed in the Judicial District of Montreal.
3. The Superior Court has not yet ruled on the merits of the class action, nor on any compensation that may be awarded to class members. Dell Canada contests the allegations contained in the class action.
4. The principal questions of fact and law to be determined collectively by the Court are the following:
  - a) By cancelling consumers' orders, did Dell Canada violate the *Consumer Protection Act*?
  - b) If so, are Class members entitled to compensation and in what amount?
  - c) Are the Class members entitled to punitive damages and, if so, in what amount?
5. The conclusions sought in relation to these questions are the following:

**GRANT** the Plaintiff's and Class Members' action against the Defendant;

**CONDEMN** the Defendant to pay to the Class Members an amount to be determined in compensatory damages;

**CONDEMN** the Defendant to pay to each of the Class Members \$500 in punitive damages;

**ORDER** that the damages be subject to collective recovery;

**ORDER** the Defendant to pay interest and the additional indemnity on the above sums according to law from the date of service of the Authorization Application;

**ORDER** the Defendant to deposit in the office of this Court the totality of the sums which form part of the collective recovery, with interest and costs;

**ORDER** that the claims of individual Class Members be the object of collective liquidation if the proof permits and alternately, by individual liquidation;

**THE WHOLE** with costs including the cost of notices, the cost of management of claims and the costs of experts, if any, including the costs of experts required to establish the amount of the collective recovery orders;

6. The Court appointed the status of Representative Plaintiff to Mr. Alexander Martin-Bale to act on behalf of the Class.
7. The address of class counsel is the following:

**Mtre. Joey Zukran**

**LPC Avocats**

276 Saint-Jacques Street, Suite 801

Montréal, Québec, H2Y 1N3

Tel. : 514-379-1572

Fax: (514) 221-4441

[jzukran@lpclx.com](mailto:jzukran@lpclx.com)

8. **If you wish to be included in the class action, no action is required on your part.** If you do not want to participate in the class action, you can opt out of the Class. You may wish to opt out if, for example, you prefer to pursue your own legal action at your own expense against Dell Canada.
9. Any Class member who has not requested to opt out in the manner set out below will be bound by any judgment to be rendered in the class action. If you opt out, you will not be entitled to any compensation if a favourable judgment or settlement is reached in this class action.
10. The date after which a Class member may no longer opt out unless specifically authorized by the Court is **October 15, 2024**.

11. A Class member who wishes to opt out of the class action may do so before the expiry of the deadline to opt out by advising the clerk of the Superior Court of Quebec in the District of Montreal in writing:

**Superior Court of Quebec**  
1 Notre-Dame Street East  
Montreal, Quebec, H2Y 1B6

You must state that you wish to exclude yourself from the following class action:  
*Martin-Bale v. Dell Canada Inc.* (Court file #: 500-06-001219-233).

12. Any Class member who has brought (prior to the expiration of the deadline to opt out) an action having the same subject matter as the class action is deemed to have opted out of the Class if he or she does not discontinue that court action before the expiration of the deadline to opt out.
13. A member of the Class may seek authorization from the Court to intervene if the intervention is considered helpful to the Class. A Class member who intervenes is required to submit to a pre-trial examination at the request of the Defendant. A Class member who does not intervene may not be subject to a pre-trial examination unless the Court considers that it would be useful for its determination of the issues of law or fact to be dealt with collectively.
14. No class member other than the Representative Plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.

This notice is only a summary of the judgment authorizing the class action, the complete text of which may be found on the website [here](#). You may also contact class counsel listed above. Your name and any information provided, will be kept confidential. Please do not contact the Judges of the Superior Court.

**THE DISTRIBUTION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS HAS BEEN APPROVED AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC.**